

Aperçu sur les structures socioprofessionnelles des villages de la région nord de Montréal durant la première moitié du XIXe siècle

Jean-Claude Robert

Volume 28, numéro 73-74, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021648ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021648ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Le rôle et la croissance des villages dans l'économie du Bas-Canada nous sont encore mal connus. S'appuyant sur les métiers et professions déclarés aux recensements nominatifs de 1825, 1831 et 1851-1852, l'auteur analyse l'évolution des fonctions d'une vingtaine de villages de la région nord de Montréal et en dégage une impression d'ensemble.

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Robert, J.-C. (1984). Aperçu sur les structures socioprofessionnelles des villages de la région nord de Montréal durant la première moitié du XIXe siècle. *Cahiers de géographie du Québec*, 28 (73-74), 63–72. <https://doi.org/10.7202/021648ar>

APERÇU SUR LES STRUCTURES SOCIO- PROFESSIONNELLES DES VILLAGES DE LA RÉGION NORD DE MONTRÉAL, DURANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

par

Jean-Claude ROBERT

*Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal*

RÉSUMÉ

Le rôle et la croissance des villages dans l'économie du Bas-Canada nous sont encore mal connus. S'appuyant sur les métiers et professions déclarés aux recensements nominatifs de 1825, 1831 et 1851-1852, l'auteur analyse l'évolution des fonctions d'une vingtaine de villages de la région nord de Montréal et en dégage une impression d'ensemble.

MOTS-CLÉS : Villages, seigneurie, histoire, Bas-Canada.

ABSTRACT

Toward a Study of the Socio-Professional Structures of Villages in the Northern Area of Montreal During the First Half of the Nineteenth Century

The role of villages and their growth in the economy of Lower Canada are still little understood. Basing his research upon the trades and professions recorded in the nominative censuses of 1825, 1831 and 1851-1852, the author analyses the development of twenty villages located in northern Montréal and summarizes his findings.

KEY WORDS : Villages, seigneurie, history, Lower Canada

*
* *
*

L'historiographie canadienne n'a pas accordé beaucoup d'importance aux villages; d'ailleurs jusqu'à une date assez récente, on semblait s'arrêter à la constatation qu'il n'y en avait pas beaucoup sous le Régime français, donnant ainsi l'impression d'une relative période de stagnation entre 1760 et 1850. Pourtant, durant la première moitié du XIX^e siècle, les travaux de Joseph Bouchette (1815; 1832) ainsi que les récits de voyages¹ font état d'un nombre important de villages, dont certains de création récente. Ce phénomène n'a jamais été véritablement analysé jusqu'à

maintenant. En 1966, Fernand Ouellet datait de la deuxième moitié du XVIII^e siècle l'apparition des villages, avec l'établissement dans ces agglomérations des artisans et des marchands. (Ouellet, 1966, p. 91).

C'est le géographe W.H. Parker qui, dans un article paru en 1968, signale l'importance du phénomène en le localisant également dans l'espace. La région de Montréal connaît, d'après lui, un développement important de « villages urbains » durant les années 1830. Ces villages urbains lui apparaissent distincts des villages linéaires traditionnels, tant par leur population que par leurs fonctions, surtout commerciales et industrielles (Parker, 1968, pp. 391-425). La même année, au colloque organisé par la revue *Recherches sociographiques* sur le thème de « L'urbanisation de la société canadienne-française », le géographe Louis Trotier (1968, p. 28) évoque le faible essor des petits centres avant 1850. D'après lui, l'explication est à rechercher du côté de l'économie rurale de l'époque qui ne nécessite que peu d'échanges (*ibid.*, p. 25). Notons que tant Parker que Trotier semblent s'intéresser moins au « phénomène village » en tant que tel qu'au « phénomène village » comme porteur d'une virtualité urbaine. D'ailleurs c'est peut-être une déformation « urbanistique » de perspective que de ne voir les villages que par ce biais. Pourtant, et ceci est apparent chez Parker, il y a bien un type de village associé au monde rural. Pensons ici à l'étude déjà ancienne de Jacob Spelt (1972) sur l'urbanisation ontarienne ou à celle plus récente de Roberta B. Miller (1979) sur un comté de l'État de New York : tous deux font état d'une hiérarchisation d'agglomérations partant du niveau le plus bas, tant par la faiblesse des effectifs que par le caractère local des échanges, jusqu'au niveau de la métropole régionale. Le tout rythmé par le développement rural de la région étudiée.

Pour éviter ce parti pris, il faut sans doute revenir à une vision plus intégrée, plus systémique, du développement économique du Bas-Canada où la distinction serait moins tranchée entre les activités urbaines d'une part et les activités rurales de l'autre. Par exemple, l'émergence d'agglomérations dans le monde rural est inséparable de la constitution de nouveaux terroirs. Or, si l'on connaît bien le mouvement de colonisation après 1850 sur les plateaux appalachien et laurentien, on connaît moins bien toute la chronologie et les caractères de la colonisation en milieu seigneurial (Dessureault, 1979; Dépatie, 1979; Courville, 1973). Pourtant il y a là sans doute des rythmes divers de développement et de maturation, comme il y a aussi, bien que cela puisse paraître à première vue une évidence, une dimension spatiale au développement économique du Bas-Canada. Bien peu de travaux historiques font état de la répartition spatiale des habitants et des activités du Bas-Canada au XIX^e siècle. Pourtant cette dimension est fondamentale. Il y a tout un monde entre les régions qui s'étirent sur une mince bande de terre entre le Saint-Laurent et les premiers contreforts des plateaux et une région largement ouverte comme la plaine de Montréal. Dans cette perspective, il n'est pas étonnant de constater un développement plus rapide de la région de Montréal au XIX^e siècle.

C'est dans ce cadre que nous avons choisi d'examiner des villages de la région de Montréal : voir leurs fonctions et leur évolution avec le plus faible parti pris de leur virtualité urbaine. Signalons tout de suite les limites de cette étude. Il s'agit davantage d'un premier coup de sonde que d'une analyse en profondeur. Les limites apparaissent à deux niveaux : celui de la région et celui de la méthodologie retenue.

Devant l'étendue de la région de Montréal et compte tenu des inévitables problèmes de définitions des régions et sous-régions, nous avons pris comme objet d'analyse les villages situés sur la rive nord du Saint-Laurent : de l'Outaouais à Berthier. Nous incluons dans ce secteur les villages de l'île de Montréal et ceux de l'île

Jésus. Notre choix ne procède pas entièrement d'une décision arbitraire. Des études antérieures avaient déjà attiré notre attention sur cette zone (Robert, 1977, 1982) ; en tentant de reconstituer le bassin de population de la ville de Montréal au XIX^e siècle, nous avons été frappé de voir que la rive nord semble toujours envoyer proportionnellement plus de migrants vers la ville que la rive sud, d'où un intérêt général pour le développement de cette région.

Comme instrument d'analyse, nous avons choisi la structure professionnelle. C'était, nous semble-t-il, la meilleure méthode pour arriver à typer les villages, en déterminant leurs fonctions et en voyant leur évolution à vingt ans d'intervalle. À partir des listes nominatives des recensements de 1831 et 1851-1852, nous avons isolé les professions de tous les villages et retenu, pour fins de comparaison, ceux pour lesquels on disposait de données aux deux recensements. D'où une première difficulté : tout village qui n'est pas identifiable dans les listes, ou, plus grave encore, tout village dont les listes nominatives n'ont pas été retrouvées ne figure pas dans la liste finale. Seconde difficulté : comme nous n'avons pas retrouvé les listes nominatives de 1831 pour l'île de Montréal, nous avons utilisé les données du recensement de 1825. Au terme du processus, nous aboutissons à un faible nombre de villages soit cinq pour l'île de Montréal et dix-sept pour la rive nord. Rappelons qu'il s'agit de vingt-deux agglomérations pour lesquelles nous avons deux images de structure professionnelle.

Toutefois, avant d'examiner les structures professionnelles des villages retenus, voyons d'un peu plus près les éléments de la croissance de la population de la région étudiée.

Le tableau 1 reprend les données brutes de population pour la période 1790-1851-1852. Les chiffres sont ceux des recensements, aucun ajustement n'ayant été fait.

Tableau 1
Population 1790-1851-1852

	1790	1825	1831	1844	1851-1852
Bas-Canada	161 311	479 288	553 134	697 084	890 261
Rive nord du Saint-Laurent (incluant toute l'île de Montréal)	52 346	104 570	128 540	177 204	221 843
Rive nord du Saint-Laurent (incluant la partie rurale de l'île de Montréal)	34 346	82 030	101 292	132 613	164 128
Partie rurale de l'île de Montréal	8 058	14 545	16 525	20 306	19 666
Rive nord du Saint-Laurent (sans l'île de Montréal)	26 288	67 485	84 767	112 307	144 462

Source : Recensements du Canada².

Nous avons voulu isoler, dans ces données, la ville de Montréal ainsi que la partie rurale de l'île. Il nous semblait que, compte tenu de l'ancienneté du peuplement agricole dans l'île et de l'état général de l'agriculture à proximité du marché montréalais, l'évolution pouvait y être différente qu'ailleurs sur la rive nord. Les données relatives à l'île Jésus sont incluses avec celles de la rive nord.

Tableau 2
Taux annuel moyen d'accroissement de la population (%)

	1790-1825	1825-1831	1831-1844	1844-1852
Bas-Canada	3,2	2,4	1,8	3,1
Rive nord du Saint-Laurent (incluant toute l'île de Montréal)	2,0	3,5	2,5	2,8
Rive nord du Saint-Laurent, (incluant la partie rurale de l'île de Montréal)	2,5	3,6	2,1	2,7
Partie rurale de l'île de Montréal	1,7	2,1	1,6	-0,4
Rive nord du Saint-Laurent, sans l'île de Montréal	2,7	3,9	2,2	3,2

L'examen du rythme d'accroissement fait apparaître un certain nombre de distinctions. D'abord au plan de la chronologie de la croissance. La période 1790-1825 apparaît comme un temps de croissance plus rapide dans l'ensemble du Bas-Canada que dans la région étudiée. Par la suite, pour les années 1825-1844, la situation est inversée sauf pour la partie rurale de l'île de Montréal. Enfin, la période 1844-1852 voit une croissance semblable entre le Bas-Canada et la région de la rive nord du Saint-Laurent à l'exception de l'île de Montréal qui montre même une décroissance³.

À l'intérieur de la région, il semble y avoir un clivage très net entre la partie rurale de l'île de Montréal et la rive nord. Cette différence s'explique sans doute par les facteurs rappelés plus haut : ancienneté du peuplement, caractéristiques de l'agriculture, auxquels il faut ajouter le « caractère fini » du territoire à occuper.

Avant d'examiner la croissance des villages, il serait bon de préciser la manière dont les renseignements ont été recueillis. En effet, les listes nominatives n'identifient pas systématiquement les villages et, le cas échéant, le chercheur doit déterminer lui-même les limites de son village. Pour le recensement de 1831, nous avons utilisé les données informatisées fournies par le projet de Serge Courville, de l'université Laval. Nous renvoyons le lecteur à un article de ce dernier paraissant dans le présent numéro où l'auteur définit sa méthode. Le recensement de 1851-1852 a posé des problèmes identiques⁴. Comme seulement un faible nombre de villages étaient identifiés soit parce qu'ils étaient isolés (3 cas) ou que leur nom figurait au haut des folios (3 cas), il a fallu utiliser des recoupements, soit avec les cadastres abrégés des seigneuries (10 cas), soit avec le recensement agraire (1 cas). Enfin reste l'île de Montréal où l'absence de listes pour 1831 nous a contraint à utiliser le recensement de 1825. Précisons que ce recensement, fait par Jacques Viger, est d'une qualité exceptionnelle⁵. Or Viger a rajouté, à la suite de chacune des paroisses de l'île de Montréal, des tableaux synoptiques où il donne le nombre d'habitants, de maisons ainsi qu'un relevé des professions pour chacun des villages. Il demeure un problème toutefois et c'est le décalage entre la couverture des professions pour 1825, 1831 et 1851-1852. Lors du recensement de 1825, Viger a noté les professions pour une bonne partie de la population y compris les apprentis ; on retrouve un niveau de population active recensée comparable à celui de 1871. Par contre le recensement de 1831 ne retenait que les professions des chefs de famille, ce qui déforme sérieusement l'image de la structure professionnelle. Enfin, au recensement de 1851-1852, comme on utilisa pour la première fois la fiche individuelle, on devrait en principe obtenir un meilleur éventail des professions, mais il semble que plusieurs, notamment les jeunes, n'aient

pas rempli correctement les fiches. Les données suivantes, calculées pour la ville de Montréal, donnent une idée des écarts d'un recensement à l'autre et aussi de la proportion de la population active apparaissant au recensement :

Tableau 3
**Rapport entre la population exerçant une profession
et la population totale — Ville de Montréal**

1825 (Viger)	1831	1851-1852	1861	1871
38,5%	17,5%	18,3%	28,0%	35,5%

Source : J.-C. Robert (1977), *Montréal, 1821-1871. Aspects de l'urbanisation*, p. 248.

Ainsi on voit qu'en dépit des changements apportés au recensement de 1851-1852, l'écart est très faible entre les deux. Par contre, le recensement de Viger comporte proportionnellement deux fois plus de gens pratiquant une profession que celui de 1851-1852.

Les deux tableaux suivants donnent une idée de l'évolution de la population des villages retracés.

Tableau 4
Les villages de l'île de Montréal

	1825	1851-1852	Taux annuel moyen
Pointe-Claire	337	458	1,1%
Sainte-Geneviève	164	699	5,5%
Saint-Laurent	328	500	1,6%
Sault-au-Récollet	186	300	1,8%
Pointe-aux-Trembles	185	587	4,4%
Rivière-des-Prairies	35	—	—
Tanneries-des-Bélaïr	116	—	—
Saint-Henri-des-Tanneries	466	—	—
Côte-des-Neiges	—	500	—
Côte-Saint-Michel	—	100	—
Lachine	—	1 075	—

Pour la période 1825-1852, le taux annuel moyen s'établit à 1,1% pour la partie rurale de l'île de Montréal. À ce propos, on peut de moins en moins parler de partie rurale, il faudrait dire plutôt la partie « non montréalaise » de l'île. L'interprétation du tableau pose un certain nombre de problèmes. D'abord, trois des agglomérations identifiées par Viger n'apparaissent plus en 1852. Le cas de Rivière-des-Prairies est sans doute facile à régler : le village est vraiment minuscule avec ses huit familles et il est possible qu'on l'ait écarté plus tard. Par contre, les Tanneries-des-Bélaïr et Saint-Henri-des-Tanneries sont deux villages qui se développent dans la zone péri-urbaine de Montréal et qui, très tôt, montrent des caractéristiques professionnelles typées. Le

fait de ne pas les retrouver au recensement de 1851-1852 constitue une limite importante. Malheureusement, en l'absence de listes nominatives pour cette date à Montréal, il est impossible d'aller vérifier. Côte-des-Neiges appartient à la même région péri-urbaine que les deux villages des Tanneries. Viger ne signale en 1825 aucune autre agglomération dans l'île et dans son recensement, la Côte-des-Neiges apparaît comme zone non agglomérée. Pourtant le recensement de 1831 fait état de l'énumération suivante :

Le village des Tanneries contient 78 maisons ; celui de la Côte des Neiges 74 ... Le village de Pointe-aux-Trembles contient 28 maisons, le Sault au Récollet 28 ; Lachine 62 ; la Pointe-Claire 60 ; Ste Geneviève 28 ; St-Laurent 50 (JALBC, 1832, appendice Oo).

Manifestement en 1831 on identifie Côte-des-Neiges et Lachine comme étant des villages. Notons que Lachine en 1825 n'est sans doute pas un gros village ; Bouchette (1815) ne relève que 20 maisons en 1815 et selon un voyageur en 1825, le village n'est pas impressionnant (Bernhard, 1828, vol. 1, p. 87). Dans le cas de la Côte-Saint-Michel, il s'agit d'une nouvelle croissance.

Parmi les villages recensés en 1825 comme en 1852, deux montrent une croissance nettement plus rapide, Sainte-Geneviève et Pointe-aux-Trembles. Ainsi, dans l'île de Montréal, l'examen des croissances montre des disparités importantes. La proximité de la ville semble jouer un rôle dans certains cas, mais elle n'est pas le seul facteur.

Le tableau 5 présente les dix-sept autres villages retenus. La liste est encore moins complète que pour l'île de Montréal ; manifestement un certain nombre de villages manquent, soit que les listes nominatives n'aient pas été retrouvées — c'est le cas du village d'Industrie en 1852 — soit que les agglomérations n'aient pas été recensées.

Tableau 5

Les villages de la rive nord recensés en 1831 et en 1852

	1831	1852	Taux annuel moyen d'accroissement (%)
L'Assomption	888	1 064	0,9
Berthier	478	1 328	5,0
Lachenaie	102	137	1,4
Lavaltrie	178	195	0,4
Sainte-Anne-des-Plaines	180	155	-0,7
Saint-Benoît	258	203	-1,1
Saint-Cuthbert	84	196	4,1
Sainte-Élisabeth	105	254	4,3
Saint-Eustache	832	784	-0,3
Saint-Henri-de-Mascouche	271	550	3,4
Saint-Jacques	77	159	3,5
Saint-Paul	202	284	1,6
Saint-Raphaël	22	153	9,7
Sainte-Rose	411	396	-0,2
Sainte-Scholastique	123	298	4,3
Saint-Vincent-de-Paul	266	539	3,4
Terrebonne	870	1 108	1,2

Le niveau de croissance de la région est plus élevé puisque le taux annuel moyen atteint 2,7%. Par contre, seulement huit des dix-sept villages dépassent ce niveau. Dans l'ensemble, on peut regrouper les villages selon trois types d'évolution démographique : stagnation voire décroissance, faible hausse ou encore, croissance rapide.

Pour ce qui est de l'examen de la structure professionnelle des villages, nous avons procédé de façon similaire, c'est-à-dire en commençant par l'île de Montréal pour ensuite passer aux villages de la rive nord. Nous avons utilisé une approche simple, ne voulant pas, à ce stade-ci de la recherche, déborder sur une discussion des mérites relatifs des différents modes de classement socio-professionnels. Pour chacun des villages, les professions ont été regroupées en cinq catégories qui rendent bien compte des activités qui s'y déroulent : agriculture, artisanat, commerce et professions, journaliers et autres. Dans le cas des professions qui chevauchent les catégories artisanat et commerce, nous avons systématiquement privilégié la première. Ainsi dans la catégorie commerce et professions, on retrouve des marchands et des commerçants, parfois des épiciers mais jamais de bouchers ou de boulangers qui, eux, sont regroupés dans la catégorie des artisans.

La première constatation sur l'île de Montréal a trait à l'importance de l'agriculture en 1825 : systématiquement entre le quart et le cinquième des effectifs y travaillent. Précisons cependant que les agriculteurs sont peu nombreux à vivre au village, ce sont davantage les engagés qui gonflent cette catégorie. Une deuxième constatation révèle l'importance des journaliers et engagés. En additionnant ces deux catégories, on regroupe de 40 à 60% de l'ensemble des professions et cela vaut pour sept villages sur huit. Le groupe des artisans est lui aussi important : dans six villages sur huit, il compte plus de 20% des effectifs professionnels. Signalons enfin qu'on retrouve des marchands dans presque tous les villages.

On remarque aussi certaines concentrations professionnelles qui donnent à un village une apparence de spécialisation. Par exemple avec 76% d'artisans, Saint-Henri-des-Tanneries représente le type de village dominé par l'artisanat et spécialisé dans le travail du cuir. À l'inverse, certains villages concentrent les journaliers ; c'est le cas des Tanneries-des-Bélaïr où on retrouve 61% de journaliers.

En 1852, on remarque un recul de l'agriculture. Quelques cultivateurs résident encore au village mais les engagés y sont moins nombreux. Il faut sans doute voir ici, en partie, l'effet du décalage entre la couverture professionnelle des deux recensements. Les journaliers demeurent encore un groupe important : dans sept villages sur huit, ils représentent entre le quart et le tiers des effectifs professionnels. Le groupe des artisans a progressé puisqu'on le retrouve dans sept villages sur huit représentant au moins le tiers des effectifs.

Si l'on regarde de plus près les secteurs de l'artisanat, on retrouve en 1825 dans à peu près tous les villages la trilogie cuir, bois, fer, à laquelle s'ajoutent l'alimentation et la construction (maçonnerie) dans quelques cas. Cet éventail se retrouve à peu près tel quel en 1852. Côté spécialisation, excepté Saint-Henri-des-Tanneries où le cuir domine sans partage en 1825, signalons Saint-Laurent qui abrite sept tisserands en 1825 (un seul en 1851-1852), Pointe-aux-Trembles qui en compte deux en 1825 mais auxquels s'ajoutent sept couturières en 1852. Le village de Côte-des-Neiges compte aussi une concentration de tanneurs en 1852.

Certains villages abritent aussi des professions liées au transport. C'est le cas de Pointe-Claire, en 1825, comme en 1852, avec ses voyageurs et navigateurs ; on en retrouve également à Pointe-aux-Trembles en 1852, ainsi qu'à Lachine. Côté services,

le trio instituteur, médecin et notaire ne se retrouve pas partout. Ainsi en 1825, quatre villages sur huit n'ont aucun des trois, trois villages ont un médecin, un seul possède un notaire et trois ont des instituteurs. En 1852, seulement deux villages sur huit n'ont pas d'instituteur, de médecin ou de notaire. La moitié ont un notaire, la même proportion, un médecin ou des instituteurs.

L'image de la structure professionnelle des villages sur la rive nord du Saint-Laurent est marquée par la présence de quatre agglomérations importantes : Berthier, L'Assomption, Terrebonne et Saint-Eustache tranchent de façon marquée sur les autres villages. Non seulement leurs effectifs les placent-ils dans une classe à part, mais encore leur structure professionnelle est caractérisée par la diversité. Toutefois, avant de voir ces différences, examinons l'image d'ensemble.

La première constatation, qui contraste d'ailleurs avec l'île de Montréal, est la moindre importance des professions liées à l'agriculture. En 1831, seulement un village sur 17 a une proportion de ses professions dans l'agriculture qui dépasse 20% ; en 1852, même situation. En fait, huit villages sur 17 en 1831 et sept sur 17 en 1852, affichent moins de 10% de leurs effectifs dans l'agriculture. Les journaliers sont également moins importants dans la structure : en 1831, 15 villages sur 17 ont moins de 40% de leurs effectifs professionnels dans cette catégorie et cette proportion se maintient dans l'ensemble, puisqu'en 1852 on la retrouve dans 14 villages sur 17. Le groupe des artisans occupe ici, comme dans l'île de Montréal, une place très importante.

On ne retrouve pas, sur la rive nord, le genre de déséquilibre professionnel que l'on remarquait à propos de Saint-Henri-des-Tanneries. L'image est davantage celle de la diversité, à cause surtout des quatre agglomérations d'importance.

Le secteur de l'artisanat est marqué ici aussi par la trilogie cuir-fer-bois et cette tendance se retrouvera entre 1831 et 1852. Côté spécialisation en 1852, les gros villages montrent un gonflement des cordonniers et des professions liées au travail du bois. De plus ce sont des lieux où couturières et modistes se rassemblent, ainsi que les professions liées au transport (charretiers ou voituriers). En outre, Terrebonne remplit des fonctions manufacturières et Berthier renferme un bon nombre de navigateurs et voyageurs.

Côté services, les gros villages comptent tous plusieurs médecins, notaires et au moins un instituteur. En particulier, le nombre de médecins et de notaires en 1852 est un indice du rôle de centre de service de ces agglomérations. Pour les autres villages plus petits, le nombre de médecins, de notaires et d'instituteurs s'accroît entre 1831 et 1852. À cette date, neuf villages sur 13 ont au moins un médecin, un notaire et un instituteur. Ce qui présente un contraste avec l'île de Montréal où, même en 1852, seuls deux villages disposaient de la présence d'au moins un représentant des trois professions.

CONCLUSION

Au terme de ce très bref survol de l'évolution des villages dans la première moitié du XIX^e siècle, il se dégage une impression d'uniformité. En effet, au-delà de certaines pointes de spécialisation, ici ou là, les villages, et particulièrement ceux qui ne sont pas situés dans le voisinage immédiat d'une ville, apparaissent comme très uniformes dans leurs fonctions. Déjà en 1836, un observateur averti, William Evans (1836, p. 29),

écrivait : « In Lower Canada, the towns and villages are not numerous or extensive. There are scarcely any manufacturers except the tanning of leather, carried in the villages ». Bien sûr, Evans pouvait exagérer la faiblesse du nombre des villages comme il le fait pour les fonctions, mais nous croyons que son impression d'ensemble est en partie corroborée par notre analyse.

Les villages repérés partagent, en effet, un petit nombre de fonctions. Ce sont tous des centres de desserte religieuse, donc des centres où se construit très tôt un lieu de culte. Par ailleurs, ils concentrent tous une partie des gens sans terre : journaliers et engagés s'y installent, créant ainsi un réservoir de main-d'œuvre. On y retrouve également des artisans dont les activités sont concentrées dans un petit nombre de secteurs, et des marchands, ce qui est sûrement l'indice d'une articulation minimale à un réseau économique plus vaste. Enfin, certaines professions de service s'y exercent, comme celles d'instituteur, de notaire et de médecin.

Par conséquent, l'apparente uniformité socio-professionnelle des villages dans la première moitié du XIX^e siècle apparaît comme un indice de leur articulation avec le secteur agricole. Sauf exception et nous pensons ici à Saint-Henri-des-Tanneries, à Terrebonne ou au village d'Industrie, il ne s'agit pas de localités où la fonction de fabrication domine. Cependant, on peut s'interroger sur la qualité ou la nature de cette articulation qui les lie à l'agriculture. Le village n'entretient-il que des liens relativement passifs avec le monde agricole ? Joue-t-il un rôle dynamique dans l'économie agricole locale et régionale ? Par exemple, si le seul lien agriculture-village se limitait au rôle qu'il joue dans l'accumulation du trop plein de population rurale, on pourrait fort bien conclure à une articulation exclusivement passive. Ce n'est pas le cas manifestement mais cela laisse la question ouverte quant au rôle exact de ces centres par rapport à l'agriculture.

NOTES

¹ L'article de W.H. PARKER cité plus bas est entièrement construit sur ces récits de voyages d'Européens — Britanniques surtout — venant faire leur « tour d'Amérique ».

² Les données de 1790 sont tirées du volume IV du *Recensement du Canada* pour 1871 ; celles de 1825 proviennent de l'appendice Q des *Journaux de l'Assemblée Législative de la province du Bas-Canada* (JALBC) ; celles de 1831, de l'appendice Oo des JALBC, 1832 ; celles de 1844 de l'appendice D des JALBC, 1846 et enfin celles de 1851-1852 du *Recensement du Canada* pour 1851.

³ Cette décroissance n'est peut-être pas réelle ; elle pourrait tenir à une erreur du recensement. En effet, les chiffres de population pour la partie de la paroisse de Montréal qui n'est pas incluse dans la ville semblent peu vraisemblables pour 1852.

⁴ Je tiens à remercier mon assistante de recherche, Lise St-Georges, pour le travail de dépouillement et de mise au point de la méthodologie.

⁵ Pour une vue d'ensemble des travaux de Viger en 1825, voir : LINTEAU, P.-A. et ROBERT, J.-C. (1976), Un recensement et son recenseur : le cas de Montréal en 1825. *Archives*, 8(2) : 29-36.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNHARD, Karl (1828) *Travels through North America, during the years 1825 and 1826*. Philadelphia, Carey Lea, R. Carey, 2 volumes.
- BOUCHETTE, Joseph (1815) *Description topographique de la province du Bas-Canada*. Londres, W. Faden.

- _____ (1832) *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*. Londres, Longman, Rees, Orme, Brown, Green and Longman.
- COURVILLE, Serge (1973) *Origine et évolution des campagnes dans le comté des Deux-Montagnes, 1755-1971*. Université de Montréal, thèse de maîtrise (géographie) non publiée.
- DÉPATIE, Sylvie (1979) *L'administration de la seigneurie de l'île Jésus au XVIII^e siècle*. Université de Montréal, thèse de maîtrise (histoire) non publiée.
- DESSUREAULT, Christian (1979) *La seigneurie du Lac des Deux-Montagnes*. Université de Montréal, thèse de maîtrise (histoire) non publiée.
- EVANS, Williams (1836) *Supplementary Volume to a Treatise on the Theory and Practise of Agriculture Adapted to the Cultivation and Economy of the Animal and Vegetable Productions of Agriculture in Canada*. Montréal, L. Perreault.
- LINTEAU, P.A. et ROBERT, J.C. (1976) Un recensement et son recenseur : le cas de Montréal en 1825. *Archives*, 8(2) : 29-36.
- MILLER, Roberta Balstad (1979) *City and Hinterland*. Wesport, Greenwood Press.
- OUELLET, Fernand (1966) *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. Montréal, Fides.
- PARKER, W.H. (1968) The Towns of Lower Canada in the 1830's in Beckinsale, R.P. and Houston, J.M. (Ed.) *Urbanization and its Problems*. Oxford, Baril Blackwell.
- ROBERT, J.C. (1977) *Montréal 1821-1871 : aspects de l'urbanisation*. Paris, Université de Paris I, École des Hautes Études en Sciences sociales, thèse de doctorat en histoire.
- _____ (1982) Urbanisation et population : le cas de Montréal en 1861. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35(4) : 523-535.
- SPELT, Jacob (1972) *Urban Development in South-Central Ontario*. Toronto, McClelland and Stewart.
- TROTIER, Louis (1968) La genèse du réseau urbain du Québec in LESSARD, M.-A. et MONTMINY, J.-P. (Dir.) *L'urbanisation de la société canadienne-française*. Québec, Presses de l'Université Laval.